

Lons-le-Saunier, le 31 août 2023

Service Eau Risques Environnement Forêt
bureau de l'eau

Récépissé déclaration
valant ACCORD

Comblement d'un affouillement à l'aval du pont sur le Todeur
Commune de Saizenay – lieu-dit La Verne
Réf. : 0100027713

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les articles R. 214-1 et suivants relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration en application du L. 214-3 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet du Jura, Monsieur Serge CASTEL ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE) 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) 2022-2027) ;

Vu l'arrêté n°2022-08-23-00006 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Nicolas FOURRIER, directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu l'arrêté n° 2022-08-23-00010 du 23 août 2022 portant subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu la déclaration pour travaux en cours d'eau au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, reçue le 20 juillet 2023, présentée par la commune de Saizenay, relative au comblement d'un affouillement à l'aval du pont sur le Todeur ;

Vu le récépissé valant accusé de réception délivré le 3 août 2023 ;

Vu l'avis technique du groupe de travail APPB du 1^{er} août 2023 ;

Vu l'avis du service départemental de l'Office français de la biodiversité (OFB) du 7 août 2023 ;

Vu les compléments enregistrés le 28 août 2023 ;

DONNE RÉCÉPISSÉ À :

Commune de Saizenay
1, rue de la Fontaine Bruand
39110 SAIZENAY

de sa déclaration concernant le comblement d'un affouillement à l'aval du pont sur le Todeur dont la réalisation est prévue sur la commune de Saizenay.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique concernée de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement est la suivante :

| RUBRIQUE | INTITULE | RÉGIME | ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES CORRESPONDANT |
|----------|--|-------------|---|
| 3.1.5.0 | Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens. | Déclaration | Arrêté du 30 septembre 2014 |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant doit respecter les dispositions prévues dans le dossier déposé ;

Le déclarant doit en outre respecter les mesures correctrices déclarées suivantes :

- Les travaux sont réalisés, de manière sélective, sur les secteurs identifiés dans le présent dossier, afin de respecter les équilibres biologiques.
- Les travaux n'ont pas pour effet de rectifier, ni de modifier les profils en travers et en long du cours d'eau.
- Une remise en état des berges et du lit est effectuée. La remise en état du lit est effectuée avec des matériaux de granulométrie comparable à celle du lit du cours d'eau existant.
- Les précautions suivantes, si nécessaire, afin de limiter le départ de matières en suspension à l'aval dans le cours d'eau, sont prises :
 - Un filtre de type botte de paille ou bidim isole la zone de travaux.
- Les batardeaux pour la dérivation du cours d'eau ne sont pas réalisés au moyen d'alluvions extraits du cours d'eau, mais avec des palplanches ou des sacs de sable.
- En cas de pompages, l'eau chargée en matières en suspension est décantée avant rejet dans le cours d'eau.

- Aucun écoulement de laitier de ciment dans le cours d'eau n'aura lieu. Le travail est réalisé soit en période d'assec, soit après dérivation du cours d'eau.
- Des précautions particulières sont prévues dans la gestion des transferts de débit pour éviter des assèchements à l'aval. La restitution du tuyau peut se faire à l'aval de la fosse du pont.
- Les travaux sont réalisés hors période de frai (période de frai pour les salmonidés, en cours d'eau de 1^{ère} catégorie, généralement comprise du 31 octobre au 15 avril inclus).
- Une pêche de sauvatage est effectuée aux frais du permissionnaire par un organisme autorisé.
- Toutes les précautions sont prises, afin de ne pas générer de pollution des eaux superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, hydrocarbures ou autres substances indésirables.

Le déclarant doit mettre en oeuvre les mesures compensatoires suivantes :

- La pose de gros blocs de pierre en tête de fosse juste devant la partie bétonnée doit être réalisée, afin de renforcer le pied de l'ouvrage et d'apporter des caches pour les poissons et les écrevisses et limiter l'érosion au pied de l'ouvrage.

Le déclarant doit prévenir au moins 8 jours avant le début des travaux :

- le service police de l'eau (Mme JOUAN Emilie – tel.03 84 86 80 87)
- le service départemental de l'OFB du Jura (sd39@ofb.gouv.fr – 03 84 86 81 79), afin d'apprécier l'opportunité d'une pêche électrique. Le cas échéant, elle serait à la charge du déclarant.

Le déclarant doit faire valider par le service départemental de l'OFB du Jura une éventuelle réduction ou modification de la période de frai retenue.

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la mairie de la commune de **Saizenay** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Jura durant une période d'au moins six mois.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La cheffe du Bureau de l'eau,



Nadine PONCET

Délais et voies de recours

Le présent récépissé peut être déféré à la juridiction administrative¹ :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-5 à L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

(1) Devant le tribunal administratif de Besançon (30, rue Charles Nodier 25 044 BESANCON Cedex). Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).